

8 questions sur l'Éducation en amont des élections

À l'approche des élections présidentielle et législatives de 2027, l'Éducation est, une fois encore, déclarée « priorité nationale ». Mais de quoi parle-t-on ? Les avis et commentaires autour de l'enquête PISA 2025, qui inondent l'espace médiatique, en donnent un aperçu : l'autorité, la sécurité, les écrans. Si ces sujets ont leur importance, ils ne peuvent constituer à eux seuls un projet pour l'École.

Derrière les annonces slogans qui font l'actualité se jouent des questions plus profondes, plus complexes, et surtout plus déterminantes pour l'avenir. Comment faire de l'École un véritable espace d'émancipation et d'égalité des individus ? Comment permettre à celles et ceux qui y travaillent de retrouver du pouvoir d'agir ? Comment préparer les jeunes générations à un monde bouleversé par les mutations écologiques, numériques, démographiques et démocratiques ? Comment construire une politique éducative qui dépasse le court terme de l'échéance électorale ?

Nous, acteurs de l'éducation attachés au service public et interpellés par tous les défis auxquels l'École est confrontée, demandons à ce que les candidats aux prochaines élections affichent clairement leurs intentions concernant l'avenir de l'École, en cohérence avec les principes fondateurs qu'il nous semble utile de rappeler :

- l'École est l'un des creusets de la nation : un lieu où l'on apprend, où l'on se construit comme individu et comme citoyen, où l'on fait l'expérience de la diversité, de l'égalité et de la fraternité.
- L'École est un service public. Cela implique une exigence d'équité sur l'ensemble du territoire, mais pas une uniformité des réponses. L'équité nationale doit s'articuler avec les contextes locaux, en donnant aux équipes une capacité d'initiative accrue, tout en conservant un cadre et un financement communs. Cela implique aussi de faire de l'amélioration continue un véritable engagement en s'appuyant sur les connaissances issues de la recherche et sur l'expérience des professionnels.
- L'École est en prise avec un monde en mutation rapide. Transition écologique, développement de l'intelligence artificielle, transformations démographiques, fragilisation du lien démocratique : les changements auxquels les élèves sont et seront confrontés sont considérables. L'enjeu n'est pas de prédire le monde de demain, mais de construire une École suffisamment robuste pour y préparer chacun, conformément à sa mission d'instruction et d'éducation.

Les huit questions que nous adressons aux candidats les invitent à proposer une stratégie de long terme, au-delà des effets d'annonce.

Les apprentissages ne se jouent pas seulement dans la classe : la journée d'un enfant est traversée par de multiples temps éducatifs, qu'ils soient familiaux, scolaires, médico-sociaux ou de loisirs. La convention citoyenne sur les temps de l'enfant a convergé sur des

propositions assez consensuelles, notamment sur la nécessité d'une concertation plus grande entre les divers acteurs. **Pensez-vous mettre en œuvre les recommandations issues de ce processus démocratique ? Si oui, comment ?**

Vingt ans après la loi du 11 février 2005, l'inclusion scolaire ne peut plus être pensée comme une question périphérique : elle interroge l'organisation même de l'École, les conditions d'apprentissage, ainsi que notre capacité à offrir un avenir en commun à la jeunesse. **Quel bilan et quelles perspectives proposez-vous concernant l'École inclusive ?**

En dépit de la promesse républicaine d'égalité et de fraternité, l'École (publique et privée sous contrat) échoue à réduire les inégalités sociales, de genre et territoriales, et à favoriser la mixité sociale et scolaire. **Selon vous, quelles évolutions pourraient lui permettre de faire société ?**

Alors que notre société est confrontée à de multiples défis, il est nécessaire de s'interroger sur ce que l'École doit transmettre, et comment elle donne à chacun les moyens de comprendre le monde, d'y exercer son esprit critique et d'y prendre part. **Selon vous, que doit contenir un « socle commun de connaissances, de compétences et de culture » pour permettre aux élèves de devenir des citoyens libres et éclairés ? Comment intègre-t-on les défis écologiques ? Quelles transformations doivent être envisagées à l'ère de l'IA ?**

Aucune transformation durable de l'École ne pourra se faire sans celles et ceux qui la font vivre au quotidien. Or les métiers de l'éducation et de la formation connaissent une crise majeure d'attractivité : recrutements insuffisants, attrition, souffrance au travail, manque de formation continue. **Que proposez-vous pour y remédier, au-delà de la seule augmentation des salaires ?**

Les principes d'égalité et de mutabilité du service public supposent de pouvoir tenir compte des contextes locaux, tout en garantissant un cadre commun et des moyens équitables. Pourtant, le système éducatif français fait partie des plus prescriptifs de l'OCDE. **Que proposez-vous pour mieux articuler contexte local et équité nationale ? Quelle autonomie pédagogique pour les établissements scolaires ?**

Le temps de l'éducation n'est pas le temps électoral. Les effets d'une politique éducative se mesurent souvent sur plusieurs décennies. Pourtant, le ministère de l'Éducation nationale est l'un des plus politiques et soumis au calendrier électoral. **Selon vous, quelle organisation permettrait de définir de manière démocratique une vision stratégique pour le système éducatif, et sécuriser les conditions d'une transformation de long terme ?**

Une politique éducative suppose des choix budgétaires et une capacité à inscrire ces choix dans la durée. Comparée aux autres pays de l'OCDE, la France investit moins que la moyenne dans le système scolaire, notamment sur le primaire. **À quelle hauteur et comment financez-vous les mesures proposées ? Quelle programmation budgétaire de long terme proposez-vous pour investir dans l'éducation ?**

Ces huit questions ont un point commun : elles ne se prêtent ni aux slogans ni aux solutions miracles. Elles obligent à penser l'École dans sa globalité, à accepter sa complexité et à inscrire les choix politiques dans le temps long.

Elles interrogent ainsi notre conception de la démocratie. Une politique éducative ne peut pas être une succession de réformes décidées au rythme des alternances et des polémiques. Elle doit pouvoir s'appuyer sur les professionnels, les chercheurs, les parents, les élèves, les collectivités et l'ensemble des acteurs qui font vivre l'éducation au quotidien.

Alors oui, l'École sera sans doute au cœur de la campagne de 2027 et les candidats ne peuvent pas se soustraire à ces questions essentielles pour l'avenir de notre pays.

Organismes signataires :

Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale de SE-UNSA ; Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-UNSA ; Dominique Bucheton, membre du collectif Riposte Education ; Etienne Butzbach, membre de La Fabrique des communs pédagogiques ; Célia Cridlig, membre du CRAP-Cahiers pédagogiques ; Françoise Combes, présidente de l'Académie des sciences ; Céline Cael, membre du CRAP-Cahiers pédagogiques ; Bénédicte Fauvarque-Cosson, directrice du CNAM ; Agnès Florin, directrice du Cnesco ; Etienne Ghys, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ; Marie-Aleth Grard, présidente honoraire d'ATD Quart Monde ; Xavier Jaravel, président du Conseil d'analyse économique ; David Jasmin, directeur de la fondation La main à la pâte ; Hélène Lacassagne, présidente de La ligue de l'enseignement ; William Marois, président de l'Association française des acteurs de l'éducation ; Jean-Marc Marx, secrétaire national de la CFDT Education Formation Recherche publiques ; Marie-Caroline Missir, directrice du think tank Vers le haut ; Xavier Pons, directeur de l'Institut français de l'éducation ; Laurent Reynaud, membre du CRAP-Cahiers pédagogiques ; Laure Saint-Raymond, membre de l'Académie des sciences ; Antoine Triller, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences ; Emmanuel Trizac, président de l'ENS de Lyon ; Emmanuel Ullmo, directeur de l'Institut des hautes études scientifiques ; Jean-Michel Zakhartchouk, membre du CRAP-Cahiers pédagogiques.